



Groupe Hospitalier
Artois-Ternois
CENTRE HOSPITALIER D'ARRAS

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Réhabilitation du bâtiment WEISS du Centre Hospitalier d'Arras

Centre Hospitalier d'Arras
57 avenue Winston Churchill
CS 90006
62022 ARRAS CEDEX

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Réalisation de prestations similaires	6
1.4 - Développement durable	Erreur ! Signet non défini.
2 - Pièces contractuelles	11
3 - Intervenants	12
3.1 - Maîtrise d'oeuvre.....	12
3.2 - Contrôle technique	12
3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	12
3.4 - Sous-traitance	12
4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	13
5 - Durée et délais d'exécution	13
5.1 - Délai global d'exécution des prestations.....	13
5.2 - Délai d'exécution	14
5.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution.....	15
6 - Prix	16
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	16
6.2 - Modalités de variation des prix	17
6.3 - Répartition des dépenses communes.....	18
7 - Garanties Financières.....	19
8 - Avance.....	19
8.1 - Conditions de versement et de remboursement	19
8.2 - Garanties financières de l'avance	19
9 - Modalités de règlement des comptes	19
9.1 - Décomptes et acomptes mensuels.....	19
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	20
9.3 - Délai global de paiement	21
9.4 - Paiement des cotraitants	22
9.5 - Paiement des sous-traitants	22
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	24
10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits.....	24
10.2 - Implantation des ouvrages	24
10.3 - Préparation et coordination des travaux.....	24
10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	24
10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	25
10.3.3 - Registre de chantier	25
10.4 - Etudes d'exécution.....	26
10.5 - Installation et organisation du chantier	26
10.5.1 - Installation de chantier	26
10.5.2 - Signalisation de chantier.....	26
10.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier.....	27
10.6.1 - Gestion des déchets de chantier	27
10.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	27
10.6.3 - Documents à fournir après exécution	27
10.7 - Réception des travaux	27
10.7.1 - Dispositions applicables à la réception.....	27

10.7.2 - Epreuves concluantes	27
11 - Garantie des prestations.....	27
12 - Pénalités.....	28
12.1 - Pénalités de retard.....	28
12.2 - Pénalité pour travail dissimulé	28
12.3 - Autres pénalités spécifiques	28
13 - Assurances	30
14 - Résiliation du contrat.....	31
14.1 - Conditions de résiliation	31
14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	31
15 - Règlement des litiges et langues	32
16 - Clauses complémentaires	32
17 - Dérogations.....	33

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Réhabilitation du bâtiment WEISS au Centre Hospitalier d'Arras

Par ce projet, le Centre Hospitalier d'Arras souhaite redéfinir l'occupation du bâtiment WEISS faisant l'objet de la présente consultation.

La description des travaux à réaliser figure au CCTP propre à chaque lot.

Lieu(x) d'exécution :

**Centre Hospitalier d'Arras
57 avenue Winston Churchill
62022 ARRAS CEDEX**

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 10 lots désignés ci-dessous :

Lot(s)	Désignation
00	Prescriptions communes
1A	Désamiantage - Démolition
1B	Gros Œuvre - Ouvrages bois extérieurs
2	Etanchéité
3	Menuiseries Exterieures
4	Serrurerie
5	Menuiserie intérieure bois
6	Plâtrerie doublage plafonds
7	Peinture – Sols souples
8	Chauffage - Plomberie - Ventilation
9	Electricité courants forts et courants faibles
10	Ascenseur

1.4 - Dispositions générales

Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail :

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

En application du Code du travail, avant la notification du contrat puis tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur les documents mentionnés aux articles :

- D.8222-5 (K-bis, URSSAF, ...),

- D.8222-7 pour les entreprises établies à l'étranger,
- Le cas échéant, D.8254-2 (liste nominative des travailleurs étrangers employés),
- Le cas échéant, R.1263-12 (accusé de réception de la déclaration de détachement, attestation sur l'honneur d'acquittement des amendes liées aux salariés détachés).

Par ailleurs, en vue de la lutte contre le travail dissimulé, dans le cas où le pouvoir adjudicateur est informé par un agent de l'inspection du travail que le titulaire du contrat ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, le pouvoir adjudicateur met alors en demeure l'entreprise de faire cesser sans délai cette situation. Le titulaire, ainsi mis en demeure, apporte au pouvoir adjudicateur, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Dispositions applicables en matière de TVA en cas d'intervenants étrangers :

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché public sont rédigées en français.

Si l'opérateur économique est établi à l'étranger sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA :

- l'opérateur économique étranger implanté dans un état de l'Union Européenne doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts justifiant que la taxe n'est pas collectée par l'opérateur économique ;
- l'opérateur économique étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions du Code Général des Impôts, s'il en est redevable en application du code général des impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi à l'opérateur économique à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le pouvoir adjudicateur.

La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles L 2193-4 et suivants du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché public N° du ayant pour objet »

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement sont libellées en euro et soumises aux modalités de visées par le présent CCAP.

Leur prix reste inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché public sont rédigées en français ».

Désignation de sous-traitants (possible uniquement pour les prestations de services et de travaux de pose ou d'installation) :

- **Habilitation :**

Le titulaire est habilité à sous-traiter ses ouvrages, provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant pour des prestations supérieures ou égales à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante doit obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur de l'établissement support du GHT Artois Ternois.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché public selon les modalités définies aux articles L. 2193-4 du Code la commande publique et suivants et à l'article 3.6 du CCAG-Travaux.

Toute sous-traitance occulte peut être sanctionnée par la résiliation du marché public aux frais et risques du titulaire (article 48 du CCAG-Travaux).

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

- **Désignation de sous-traitants en cours de marché public :**

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur de l'établissement support du GHT Artois Ternois, le sous-traitant et par le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance ; si ce titulaire est un cotraitant, l'acte spécial est contresigné par le mandataire des opérateurs économiques titulaires groupés.

Le titulaire est en outre tenu, le cas échéant, au respect des conditions particulières à la sous-traitance visées à l'article 9.8.2 ci-après (Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier).

1.3 - Réalisation de prestations similaires

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché public un ou plusieurs nouveaux marchés publics ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché public pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché public.

1.4 – Clauses d'insertion professionnelle des publics prioritaires

L'Article L2111-1 du Code de la Commande Publique impose à tout acheteur public de déterminer avec précisions la nature, et l'étendue des besoins à satisfaire en prenant en compte des objectifs de développement durable dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale.

Conformément à l'Article L2112-2, le cahier des charges du présent marché comporte une clause d'exécution des prestations visant, entres autres, à promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et ainsi à lutter contre le chômage.

A cet effet, les dispositions relatives à la mise en œuvre de celle-ci, étant précisé que le nombre d'heure est rappelée ci-dessous.

Lots	Clause d'insertion sociale/nombre d'heure sur la durée globale du marché
1	50 h
3	35 h
5	100 h
6	90 h
7	65 h
8	70 h
9	80 h

CLAUDE SOCIALE

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le maître d'ouvrage, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application l'article L2111-1 du Code de la Commande Publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. Chaque entreprise qui se verra attribuer un de ces lots, devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, sous la forme d'un nombre d'heures de travail à réaliser. En cas de sous-traitance, l'entreprise attributaire reste responsable de l'exécution de la clause d'insertion par l'activité économique.

Les publics visés :

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières sont notamment éligibles aux clauses sociales d'insertion et de promotion de l'emploi :

- Les allocataires du RSA (en recherche d'emploi) ou leurs ayants droits
- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du Travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi
- Les bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarités (ASS), de l'Allocation d'Invalidité
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés et non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi
- Les personnes prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique définies à l'article L5132-4 du code du travail ainsi que les personnes prises en charge dans les dispositifs particuliers : les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE), les Ecoles de la deuxième Chance (E2C)

En outre, le facilitateur peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivés de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pluriannuels pour l'insertion et l'Emploi (PLIE), les Missions Locales, ou des Maisons Départementales des Personnes Handicapées.

Durée de valorisation du public :

A compter de la date de démarrage de son contrat (quelle que soit la nature du contrat), le/la bénéficiaire de la clause d'insertion par l'activité économique demeure éligible au dispositif pour une durée de vingt-quatre mois calendaires.

Si pour un/une même bénéficiaire, le titulaire met en place un contrat à durée indéterminée (CDI) dans les douze premiers mois à compter de la date de signature du premier contrat valorisé, la durée d'éligibilité sera majorée de six mois. Elle est ainsi portée à trente mois calendaires, à compter de la date de signature du premier contrat valorisé.

Les modalités de mise en œuvre :

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- Première modalité +: le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion;
- Deuxième modalité : la mise à disposition de salariés (l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une association intermédiaire) ;
- Troisième modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché.

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette démarche d'insertion, le maître d'ouvrage a mis en place un dispositif d'accompagnement des entreprises, porté localement par le facilitateur des clauses sociales, désignée comme guichet unique territorial et dont les coordonnées figurent ci-après :

Mme Béatrice ROUGEGRÉZ
Mail : b.rougegrez@mem-artois.fr
Tél : 03 21 51 63 73

Chargée de projet **Clauses Sociales et Commande Publique**
Maison de l'Emploi et des Métiers en Pays d'Artois

Celui-ci assurera l'orientation et le suivi des publics cibles, et sera le relais entre le maître d'ouvrage, le prestataire et les partenaires de l'insertion et de l'emploi. Toute personne dont le parcours d'insertion n'aurait pas été validé par le dispositif d'accompagnement ne pourra être prise en compte au titre de l'action d'insertion du marché.

L'entreprise s'engage également à fournir une **attestation de compétences au salarié dans le cadre de la réalisation de la clause**.

La globalisation des heures d'insertion :

Afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par l'entreprise et pour faciliter la gestion de la clause par ladite entreprise, à compter de l'attribution et pendant l'exécution du marché, l'entreprise attributaire du marché peut solliciter la globalisation des heures d'insertion, au cas où elle serait attributaire d'un ou plusieurs autres marchés « clausés » par le maître d'ouvrage, dans le délai d'exécution du premier.

Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre à l'entreprise, qui s'engage par ailleurs à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés concernés, d'affecter la ou les personne(s) recrutée(s) dans le cadre des clauses, à la réalisation d'une seule des prestations prévues par les différents marchés.

La demande doit être adressée au maître d'ouvrage qui peut la déclarer recevable, après avis des facilitateurs concernés :

- Si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial du département du Pas-de-Calais
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée, par le facilitateur

Les heures d'insertion réalisées sont affectées au niveau du décompte et à due proportion, à chacun des marchés concernés. Un bilan annuel de la démarche de globalisation des heures d'insertion est réalisé en lien avec les facilitateurs pour assurer le suivi du principe de la réciprocité territoriale.

Les modalités de contrôle :

Pour les lots visés, les entreprises titulaires réalisent une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé. A ce titre, pendant l'exécution du marché, la Maison de l'Emploi et des Métiers en Pays d'Artois peut contrôler son exécution, à l'ordre du jour d'une réunion de chantier.

A la demande du facilitateur (la Maison de l'Emploi et des Métiers en Pays d'Artois), le titulaire fournit, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles (par exemple, date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités.

A l'issue des prestations réalisées, il est procédé au bilan de l'action d'insertion et l'entreprise s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché dans les conditions prévues à l'article 48 du CCAG Travaux.

Difficultés économique des entreprises :

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, le facilitateur " clauses d'insertion " désigné à l'article "Les modalités de mise en œuvre" du présent CCAP, étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, ou à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique, l'entreprise titulaire doit :

En cas de chômage partiel : avertir par courrier recommandé avec accusé de réception le maître d'ouvrage des difficultés rencontrées et joindre une copie de la « décision d'attribution d'une allocation spécifique » qui fixe la durée et le volume d'heures maximum autorisé ainsi que la « convention de chômage partiel » de la DREETS et une copie mensuelle du bordereau précisant les postes et le nombre d'heures effectivement concernées par le chômage partiel durant la période d'exécution du marché concerné.

En cas de licenciement économique : avertir par courrier recommandé avec accusé de réception le maître d'ouvrage dans les meilleurs délais des difficultés rencontrées et joindre une copie de la notification de licenciement économique adressée à la DREETS.

Dans ces situations avérées, le maître d'ouvrage procédera à la réduction du nombre d'heures de la clause d'insertion par l'activité économique au prorata du nombre de mois concernés en croisant la période d'exécution du marché avec la période sur laquelle s'applique le chômage partiel.

Règles liées au respect de la RGPD

Le Titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de la Maison de l'Emploi et des Métiers en Pays d'Artois qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les Bénéficiaires, les représentants du Titulaire, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le Titulaire ou le facilitateur est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de quarante-huit (48) mois à partir du premier (1er) jour de la prise de poste et 24 mois après la fin de la période concernée par le Marché.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi / insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par mél à f.perlein@mem-artois.fr ou par courrier à l'attention du délégué à la protection des données(Mr Frédéric PERLEIN , Maison de l'Emploi et des Métiers en Pays d'Artois, 13 ter Boulevard Robert Schuman 62000 Arras) .

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion, le titulaire pourra se voir appliquer les pénalités mentionnées à l'article 12.3 du présent C.C.A.P.

CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le mémoire technique produit par le candidat à l'appui de son offre a valeur contractuelle. Le titulaire s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des mesures environnementales y figurant. Le respect des engagements pris par lui dans ce cadre fera l'objet de contrôles au cours du suivi de chantier. A ce titre, il produit sur simple demande du maître d'ouvrage l'ensemble des justificatifs permettant d'attester du respect de ses engagements. En cas de non-respect de ses obligations, le titulaire pourra se voir appliquer la pénalité mentionnée à l'article 12.3 du présent C.C.A.P.

1.5 - Modifications du contrat (clause de réexamen)

Par la présente disposition, le pouvoir adjudicateur peut effectuer une modification du marché en cours d'exécution, sans toutefois pouvoir en « changer la nature globale » et ce, conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique.

Ainsi, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'effectuer des modifications du contrat dans les cas suivants :

1) D'intégrer au présent marché public des prestations supplémentaires ou modificatives dont la réalisation est nécessaire au bon achèvement de l'ouvrage et pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix.

Cette modification du marché public aura lieu dans les conditions de l'article 14 du CCAG-Travaux.

2) De remplacer le titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution. Le titulaire pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes : cessation d'activité, cession de contrat hors opération de restructuration du titulaire initial), décès, difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles, défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles (y compris en cas de défaillance du mandataire du groupement dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement).

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières par tous moyens.

A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- Dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- Dans le cadre d'un groupement solidaire : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution :

- Dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement
- Dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire. A défaut, dans le cas du groupement solidaire ou du groupement conjoint avec mandataire solidaire, le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement.

En conclusion, un des membres d'un groupement pourra être substitué à un autre dans le cadre de l'exécution de l'accord cadre qu'après la motivation du mandataire le cas échéant, l'acceptation par le pouvoir adjudicateur. Conformément à l'article R2194-5 et R2194-8 cette modification du contrat prendra la forme d'un avenant au contrat.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, notamment l'annexe 2 « ENGAGEMENT D'INSERTION – CLAUSE OBLIGATOIRE D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE » ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) pour chaque lot et ses annexes ;
- La décomposition du prix global forfaitaire pour chaque lot (DPGF) ;
- Les réponses aux questions des candidats lors de la consultation ;
- Le plan général de coordination (PGC) ;
- Le rapport initial de contrôle technique (RICT) ;
- Les plans d'exécution ;
- Le mémoire justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat remis dans le cadre de l'offre ;
- Le calendrier détaillé d'exécution ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté de 2021 ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix
- Les normes françaises homologuées et celles applicables en vertu des accords internationaux, y compris le règlement européen sur la protection des données (RGPD) du 25/05/2018.

Nota 1 : La DPGF n'a de caractère contractuel que pour ce qui concerne d'une part, l'établissement des demandes de paiement, et d'autre part, pour le règlement des prestations en plus ou en moins ordonnées par ordre de service ou avenant en cours de marché public.

Dans la mesure où une nouvelle réglementation intervient en cours d'exécution du marché public, celle-ci se voit directement appliquée au marché public dès sa promulgation. Le titulaire doit donc apporter toutes les garanties de sa capacité à se mettre en conformité avec toute évolution sans modification du coût du marché public. Dans le cadre de son devoir de conseil, l'entreprise devra en informer le Maître de l'Ouvrage.

Le Dossier de Consultation et les pièces constitutives du marché public conservés dans les archives de l'établissement support font seuls foi.

Les prescriptions définies au présent contrat annulent tout effet des clauses, conditions générales de ventes et conditions particulières techniques ou commerciales que le titulaire inclurait dans ses devis, notes écrites. Seules les dispositions du code de la commande publique et les documents énoncés ci-avant le sont.

Les ouvrages seront exécutés en application des normes, règlements, spécifications, textes fixés dans le CCTP

Outre les documents constituant le dossier de consultation, le titulaire est tenu de se conformer à toutes les obligations définies par la législation, les décrets, arrêtés, règlements, normes, textes officiels réglementant son cadre juridique et recommandations en vigueur.

3 - Intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

**NVW ARCHITECTES
45 bis Rue Barthélemy Delespaul
59800 LILLE**

Les missions de la maîtrise d'œuvre sont : APS, APD, PRO, ACT, VISA, DET AOR, DIAG et SSI, etc.

Il est précisé que dans le cadre du contrôle général des travaux, le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service sauf ceux relevant de l'alinéa suivant.

Par dérogation aux articles 3.8 et suivants du CCAG travaux, un certain nombre d'ordres de service ne peuvent être émis par le maître d'œuvre qu'au vu de décisions écrites préalables du maître d'ouvrage.

Dans ce cas, l'ordre de service ne comporte que la transmission de ces décisions au titulaire, décisions ayant pour effet de modifier les délais d'exécution des travaux ou leur prix, notamment :

- la notification de la date de commencement des travaux,
- l'interruption ou l'ajournement des travaux,
- la modification de la masse des travaux susceptibles d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrages,
- la notification de prix nouveaux aux titulaires pour des ouvrages ou travaux non prévus.

Ces ordres de service devront avant toute notification au titulaire, être soumis avec toutes justifications utiles au maître d'ouvrage pour accord préalable sauf délégation explicite accordée au maître d'œuvre par le maître d'ouvrage.

3.2 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

CONTROLE G

20C rue des Ardennes
62510 ARQUES
Tél: 09 82 50 61 49

3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination SPS est assurée par :

CONTROLE G

20C rue des Ardennes
62510 ARQUES

3.4 - Ordonnancement pilotage et coordination

L'OPC est assurée par :

NCJ ECONOMIE

8 rue Vaillant Couturier
62 118 BIACHE SAINT VAAST
Tel : 03 21 58 47 66

3.4 - Sous-traitance

La sous-traitance de second rang est proscrite. Pour la sous-traitance de premier rang, le pouvoir adjudicateur se donne le droit de refuser la dite sous-traitance, pour le motif suivant, obligation de réaliser des tâches essentielles.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout le fonctionnement interne des Centres Hospitaliers et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent contrat.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent contrat. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse des Centres Hospitaliers, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent accord-cadre ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Durée et délais d'exécution

Le présent marché public court à compter de sa date de notification et s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement, tel que visé à l'article 44 du CCAG travaux.

5.1 - Délai global d'exécution des prestations

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de **10 mois** dont 1 mois de préparation.

L'exécution des travaux tels que décrits dans les CCTP débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux.

Ce délai comprend la phase de préparation, la durée des travaux, le délai de livraison des matériels nécessaires.

Le calendrier détaillé d'exécution des travaux est élaboré pendant la période de préparation du chantier par le titulaire après consultation de l'OPC et après approbation du maître d'ouvrage. Il sera rendu contractuel par voie d'ordre de service. C'est ce calendrier qui permettra la détermination des éventuels retards du titulaire dans l'exécution des travaux et l'application des pénalités prévues. Il indique la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre.

De manière générale, le titulaire s'engage à signaler au Maître d'œuvre dans un délai de 8 jours, tous travaux modificatifs ou jugés comme tels par lui, ainsi que tout événement susceptible d'affecter le bon déroulement de l'opération notamment pour le prix des ouvrages et leur délai d'exécution.

Le titulaire est tenu, pendant le cours du déroulement du chantier, de maintenir sur le chantier les personnels, matériels, et approvisionnements nécessaires et suffisants pour le respect des délais qui lui sont impartis.

Au cours du chantier et avec l'accord du titulaire du marché, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'opération fixé à l'acte d'engagement et après approbation du maître d'ouvrage.

5.2 - Délai d'exécution pour tous les lots

L'exécution des prestations telle que décrite dans le CCTP débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant le démarrage de l'exécution des travaux.

L'ordre de service prescrivant de commencer les travaux sera notifié au titulaire du lot concerné.

Le délai d'exécution propre à chaque lot est de :

Lot(s)	Délai	Précisions
1	10 mois	Compris 1 mois de préparation. Attention le délai contractuel deviendra, après notification du marché, le délai proposé par l'entreprise et validé par le maître d'ouvrage
2	10 mois	Compris 1 mois de préparation. Attention le délai contractuel deviendra, après notification du marché, le délai proposé par l'entreprise et validé par le maître d'ouvrage
3	10 mois	Compris 1 mois de préparation. Attention le délai contractuel deviendra, après notification du marché, le délai proposé par l'entreprise et validé par le maître d'ouvrage
4	10 mois	Compris 1 mois de préparation. Attention le délai contractuel deviendra, après notification du marché, le délai proposé par l'entreprise et validé par le maître d'ouvrage
5	10 mois	Compris 1 mois de préparation. Attention le délai contractuel deviendra, après notification du marché, le délai proposé par l'entreprise et validé par le maître d'ouvrage
6	10 mois	Compris 1 mois de préparation. Attention le délai contractuel deviendra, après notification du marché, le délai proposé par l'entreprise et validé par le maître d'ouvrage
7	10 mois	Compris 1 mois de préparation. Attention le délai contractuel deviendra, après notification du marché, le délai proposé par l'entreprise et validé par le maître d'ouvrage
8	10 mois	Compris 1 mois de préparation. Attention le délai contractuel deviendra, après notification du marché, le délai proposé par l'entreprise et validé par le maître d'ouvrage
9	10 mois	Compris 1 mois de préparation. Attention le délai contractuel deviendra, après notification du marché, le délai proposé par l'entreprise et validé par le maître d'ouvrage

Compte tenu du mode opératoire retenu par le maître d'ouvrage, et en raison des contraintes fortes qui pèsent en matière de sécurité incendie, toute dérive dans les dates d'exécution pourra être sanctionnée et fera l'objet de pénalités prévues à l'article 12.3 du présent C.C.A.P.

Dispositions communes à tous les lots

Le délai d'exécution des travaux englobe le déroulement normal du chantier ainsi que :

- la période de préparation de chantier,
- les congés annuels du personnel des entreprises,
- toutes les phases préparatoires aux opérations préalables à la réception, ainsi que ces opérations elles-mêmes,
- le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et lieux mis à la disposition des entreprises,
- les opérations de nettoyage complet des lieux.
- Le titulaire est tenu, pendant le cours du déroulement du chantier, de maintenir sur le chantier les personnels, matériels, et approvisionnements nécessaires et suffisants pour le respect des délais qui lui sont impartis.

5.3 - Prolongation des délais

Par dérogation aux dispositions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux, la prolongation du délai d'exécution pourra se faire par un ordre de service prescrivant la prolongation dudit délai.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 alinéa 1 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 11 jours.

Conformément aux dispositions de l'article 28.1 du CCAG-Travaux, la durée de la période de préparation peut être prolongée par ordre de service, sauf si la raison du retard éventuel est imputable au titulaire, l'ordre de service prolonge le délai d'exécution du marché de la même durée.

5.4 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Calendrier détaillé d'exécution

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le titulaire des différents lots après consultation du responsable de la mission d'OPC (ordonnancement, pilotage et coordination de chantier).

Ce calendrier distingue les différents ouvrages et indique pour chaque lot la durée et la date probable de départ de son délai d'exécution ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de chaque titulaire sur le chantier. Après acceptation par chaque titulaire, il est soumis par le responsable de la mission d'OPC à l'approbation du pouvoir adjudicateur dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation du chantier.

B) Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

C) En cas de retard dans la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux, un délai de quatre mois est prévu. Il est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution propres au lot débutant en premier les prestations d'une part et au lot considéré d'autre part.

D) Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le responsable de la mission d'OPC peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement. Il est alors à nouveau notifié par ordre de service à tous les titulaires.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire porté à l'acte d'engagement et selon la décomposition détaillée dans le D.P.G.F.

Les prix du marché public sont établis en tenant compte des dispositions du CCTP et notamment :

- Des frais des installations de chantier, de sa signalisation réglementaire ;
- Des piquetages
- Des dispositions d'organisation interne au titulaire (la main d'œuvre nécessaire à l'exécution du marché public fait partie du prix remis par le titulaire) ;
- En intégrant les frais de main d'œuvre, toutes catégories confondues y compris encadrement, heures supplémentaires, charges sociales, frais généraux et bénéfice ;
- En intégrant les frais d'achat des fournitures et matériaux y compris frais généraux et bénéfice (les matériels courants et spécifiques nécessaires à la bonne exécution des ouvrages, par exemple corde de service, potence et tous matériels ou engins de levage, montage ou descente des matériaux, etc.) ;
- Des frais d'études d'exécution n'entrant pas dans la mission de la maîtrise d'oeuvre, et le cas échéant les études de synthèse si celle-ci s'avère nécessaire ;
- Les frais de gardiennage et de fermeture provisoire le cas échéant ;
- En cas de vol, perte ou dégradation de matériaux, matériels, parties d'ouvrage, outillages, frais de remplacement et de remise en état, pendant toute la durée du chantier ;
- Des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur et au Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED) ;
- Des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), de la notification du marché public à la fin du délai de garantie de parfait achèvement (en particulier application des préconisations du Plan de prévention) ;
- Des frais résultant des demandes et observations du maître d'oeuvre ;
- Des frais d'établissement des études, plans et documents d'exécution (EXE) ;
- Des frais relatifs au dossier des ouvrages exécutés (DOE) ;
- Des dispositions vis-à-vis de la sureté, des règles de sécurité incendie à respecter pour ne pas amener de risques à l'établissement ;
- Des frais de remise en état des réseaux, fournitures et matériaux détériorés pendant toute la durée du chantier ;
- Des frais de maintien du chantier et de son environnement immédiat propres et libres de tous déchets, des frais de remise en état des lieux à la fin des travaux et de nettoyage avant livraison,
- Des frais résultants de la marge des contrats de sous-traitants ;
- Des frais d'assurance ;
- Des frais relatifs à la nécessité de travailler en dehors des heures normales pour respecter les délais contractuels (travail en plusieurs postes et/ou pendant les jours normalement non ouvrés) ;
- Des frais de reproduction et de diffusion des documents à destination de tous les intervenants et entre autre à la personne publique, du conducteur d'opération et du maître d'œuvre ;
- Du respect des données personnelles conformément au règlement européen sur la protection des données (RGPD) du 25 mai 2018.

Cette liste n'est pas exhaustive :

- Ces dépenses étant non limitatives, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucune omission et doit assurer le fonctionnement normal et régulier du chantier et de ses installations.
- Le titulaire est réputé avoir pris connaissance pleine et entière, avant la remise de son offre, des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.
- Aucun supplément n'est admis pour omission. L'exécution de tous les ouvrages indiqués aux plans et omis au devis descriptif ou réciproquement est exigée, sans aucun supplément.
- Le titulaire doit impérativement remettre une proposition conforme.

En aucun cas, il n'est accepté après passation du marché public, de plus-value pour des modifications de fournitures ou prestations qui sont dues à une mauvaise appréciation des difficultés éventuelles de réalisation ou qui sont nécessaires à l'obtention des résultats escomptés.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

De plus, sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées (prestations annexes et détail nécessaires à une parfaite finition non décrits ou mentionnés dans les documents de son marché).

Par ailleurs, les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

Il est du ressort du soumissionnaire, en tant que spécialiste, de prévoir dans son offre toutes les prestations annexes qui seraient nécessaires dans le cadre de sa mission.

6.2 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date de la signature de l'offre de prix par le candidat. Cette date permet de définir le « mois zéro ».

Les prix sont révisibles par application aux prix du marché d'un coefficient C_n donné par les formules suivantes :

Le coefficient de révision **C_n** est donné par la formule :

$$C_n = I_{n-3} / I_{o-3}$$

avec : **I_{o-3}** = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois d'établissement des prix moins 3 mois ;

I_{n-3} = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois de réalisation des prestations moins 3 mois.

Selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient de révision.
- d : mois de début d'exécution des prestations.

- Index (d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des prestations soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur

Les index de référence I, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
1A	BT01	Index du bâtiment - Tous corps d'état - Base 2010
1B	BT03	Maçonnerie et canalisations en béton (sauf ossature, béton armé, carrelage, revêtement et plâtrerie)
02	BT53	Étanchéité - Index bâtiment base 2010
03	BT19b	Menuiserie extérieure - Index bâtiment base 2010
04	BT42	Menuiserie en acier et serrurerie - Index bâtiment base 2010
05	BT18a	Menuiserie intérieure - Index bâtiment base 2010
06	BT08	Plâtres préfabriquées - Index bâtiment base 2010
07	BT46	Peinture, tenture, revêtements muraux - Index bâtiment base 2010
08	BT40 et BT41	Chauffage central (à l'exclusion du chauffage électrique) / Ventilation et conditionnement d'air - Index bâtiment base 2010
09	BT47	Électricité - Index bâtiment base 2010
10	BT48	Ascenseur - Index bâtiment base 2010

Pour la mise à jour des prix, les index de référence seront choisis en raison de leur structure et sont disponible sur le site www.lemoniteur.fr

6.3 - Répartition des dépenses communes

Aucune répartition des dépenses communes n'est prévue.

Si le marché relatif à un lot est résilié, la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par le titulaire défaillant devra être assurée par le titulaire du lot 01 jusqu'à la désignation d'un nouveau titulaire et ce, sans avoir à supporter la charge des dépenses justifiées entraînées par cette garde.

7 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,00 % sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements dans les conditions définies aux articles R. 2191-32 et suivants du Code de la commande publique.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, dans les conditions prévues aux articles R. 2191-36 et suivants du Code de la commande publique. Le remplacement de la retenue de garantie par une caution personnelle et solidaire n'est pas autorisé.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après expiration du délai de garantie dans les conditions prévues par le Code de la commande publique.

8 - Avance

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

En application des articles L. 2192-2 et -3 et R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00% du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Toutefois, le paiement de l'avance intervient sur présentation d'une demande écrite préalable. Son montant ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00% du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00% du montant, toutes taxes comprises, du bon de commande.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2193-17 à -21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les projets de décomptes seront présentés conformément à l'article 12.1 du CCAG-TR et adressés mensuellement au maître d'œuvre avant la fin du mois en cours. Les projets de décomptes arrivés après la date fixée dans les compte-rendu de chantier pourront être refusés par le maître d'œuvre. Les comptes seront réglés mensuellement.

Seuls les travaux exécutés depuis le début du chantier seront pris en compte. Il ne sera pas réglé d'approvisionnement d'éléments ou matériaux déposés sur le chantier ou dans les ateliers de l'entrepreneur ou de ses fournisseurs sauf accord express du maître d'ouvrage.

Les travaux, objet du présent marché, seront rémunérés dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général en appliquant les derniers indices et index publiés à la date d'établissement de ce décompte.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Conformément à l'article L. 2192-1 du Code de la commande publique, le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer. Les différentes demandes de paiement doivent parvenir à l'émetteur. Son adresse de facturation est fournie dans l'annexe 1 du CCAP.

Facturation électronique via CHORUS PRO :

Dans le cadre des marchés publics, l'usage de la facturation électronique est devenu obligatoire pour tous depuis le 1^{er} janvier 2020.

L'agence pour l'Informatique financière de l'Etat (AIFE) a proposé **une solution technique mutualisée et gratuite aux entreprises, aux collectivités locales et établissements publics.**

Cette solution, **intitulée Chorus Pro** permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Outre les mentions légales, en application des articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1. La date d'émission de la facture ;
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
4. En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
5. La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
6. La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
7. La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
8. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
9. Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
10. L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
11. Le cas échéant, les modalités de règlement ;
12. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du Code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26620925300019

NOTA : Les références bancaires ou postales répertoriées sur l'Acte d'Engagement doivent être exactes, cela afin de ne pas occasionner de retard de paiement.

Le titulaire s'engage à indiquer les mêmes références et intitulés sur les bordereaux de prix et sa facture pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Le non-respect de ces dispositions entraînera le retour pur et simple de la facture à son expéditeur, avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date, le délai réglementaire de paiement ne commençant à courir qu'à compter de la réception par le Centre Hospitalier d'une facture conforme.

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues aux titulaires seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Conformément aux dispositions de l'article R.2193-10 du Code de la commande publique, le délai global de paiement des sous-traitants régulièrement déclarés et agréés par le pouvoir adjudicateur est identique à celui prévu pour le paiement du Titulaire.

Le défaut de paiement dans les délais énoncés fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément aux dispositions des articles R.2192-31 à R.2192-34 du Code de la commande publique.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant des intérêts moratoires se calcule de la manière suivante :

$$IM = (Facture\ TTC \times nombre\ de\ jour\ de\ retard \times taux\ de\ référence\ de\ la\ BCE) / 365$$

Remarque : Par dérogation aux articles 12.1.9 et 12.3.4 du CCAG-TR, en cas d'erreur dans la facturation, le délai de paiement est systématiquement suspendu. Les factures erronées sont retournées à l'opérateur économique pour correction, elles sont accompagnées du/des motif(s) du refus de mandater du pouvoir adjudicateur ou son représentant (absence de service fait ou partiellement fait, absence de pièces justificatives probantes...).

L'opérateur économique doit obligatoirement retourner au service concerné, suivant la même procédure, de nouvelles factures corrigées suivant les observations du pouvoir adjudicateur ou de son représentant ou faire parvenir par écrit ses objections aux corrections.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 13.5.3 du CCAG-Travaux.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Conformément aux articles L.2193-10 du Code de la commande publique, le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Cette demande est libellée hors taxe et porte la mention "Autoliquidation" pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le

titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Désignation de sous-traitants en cours d'exécution du contrat

Le titulaire se conforme strictement aux dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Conformément aux articles R.2193-1 à R.2193-8 du Code de la commande publique dans tous les cas où, en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire envisage de sous-traiter une part des prestations objet du présent accord-cadre, il notifie par courrier recommandé avec accusé de réception au Centre Hospitalier deux exemplaires du projet d'acte spécial de sous sous-traitance comportant :

- La nature des prestations sous-traitées,
- Le nom, la raison ou dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant,
- Les conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance et, le cas échéant les modalités de variation des prix,
 - Les coordonnées bancaires ou postales aux fins de paiement direct du sous-traitant et les conditions de paiement.
 - Une déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdictions de soumissionner prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-10 du Code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant le respect de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés (production du Formulaire DC1),
 - Les capacités financières, professionnelles et techniques du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie (production du formulaire DC2).
 - Dans le cas où le sous-traitant proposé est en redressement judiciaire au sens de l'article L. 620-1 du code de commerce ou procédure équivalente pour les opérateurs économiques régis pas un droit autre que le droit français, la copie du ou des jugements l'autorisant à poursuivre son activité pendant la durée d'exécution des prestations.
 - Une copie de la police d'assurance civile et professionnelle du sous-traitant couvrant sa responsabilité.

"L'acte spécial" formalisant la conclusion du contrat doit comporter la signature manuscrite et originale de la personne habilitée à engager l'entreprise titulaire ou le mandataire du groupement pour acceptation des pièces fournies par le sous-traitant.

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les conditions de paiement du sous-traitant proposé ne peuvent être agréées qu'à condition de ne pas déroger aux dispositions du présent CCAP.

Le pouvoir adjudicateur pourra refuser de donner son agrément au sous-traitant proposé par le Titulaire sans avoir à exposer les raisons de ce refus.

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que le sous-traitant proposé n'est pas autorisé à exécuter une quelconque prestation au titre du contrat avant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par le Centre Hospitalier.

10 - Conditions d'exécution des prestations

10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

10.2 - Implantation des ouvrages

Aucun piquetage n'est prévu pour cette opération.

10.3 - Préparation et coordination des travaux

10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de 30 jours.

Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré, après consultation des entreprises, dans les conditions énoncées précédemment à l'article « Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution ».

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

Au cours de la période de préparation de chantier, les entreprises contractantes désigneront nommément leur responsable Environnemental de chantier.

Plan d'installation de chantier :

L'offre devra proposer une méthodologie et un plan d'installation de chantier prenant en compte les contraintes d'accès du site et l'intervention en site occupé.

Une méthodologie de chantier devra être proposée pour limiter les nuisances pour le voisinage et le Centre Hospitalier.

Lors de cette phase seront présentés aux intéressés les objectifs environnementaux recherchés et indiqués les points sensibles spécifiques en matière environnementale (nuisances sonores, informations des riverains, nettoyage du chantier, produits dangereux, nuisances sur les approvisionnements, nettoyage des accès et de l'environnement du chantier...).

Gestion des déchets :

L'offre devra proposer une méthodologie pour respecter la gestion des déchets exprimée dans le mémoire technique.

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré, dans les conditions énoncées au présent document.

Un programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations du chantier et des ouvrages provisoires prévues à l'article 28.2 du C.C.A.G.-Travaux est établi et présenté au visa du maître d'œuvre, par les soins du ou des titulaires.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent contrat sous le nom de " coordonnateur SPS ".

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 150,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

Le titulaire s'engage à respecter les préconisations imposées par la Covid-19.

10.3.3 - Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le Maître d'œuvre.

Seront enregistrés les procès-verbaux des rendez-vous de chantier, mention explicite étant faite des entrepreneurs présents, et sur lequel le Maître d'Œuvre inscrit toutes instructions ou observations ne faisant pas de sa part de notifications écrites par une voie différente.

Toutes les entreprises concernées par l'évolution du chantier devront assister aux réunions hebdomadaires de chantier et y être obligatoirement représentées par un responsable qualifié, susceptible de prendre des décisions et connaissance des inscriptions portées sur le carnet de chantier et d'y apposer sa signature.

En cas d'absence, il sera appliqué à l'entreprise une pénalité conformément aux prescriptions du présent CCAP.

L'entreprise devra prendre connaissance des inscriptions portées sur le Registre-Journal et d'y apporter sa signature.

Les instructions portées par le Maître d'Œuvre sur le cahier de chantier valent ordre pour chaque entrepreneur, sous réserve qu'elles ne modifient pas le marché.

Les modifications de quelque nature qu'elles soient, feront l'objet d'un ordre écrit du Maître d'Œuvre, visé par le Maître de l'Ouvrage.

Tous travaux non prévus au C.C.T.P. ou toutes modifications exécutées sans cet ordre resteront à la charge de l'entrepreneur.

La coordination est assurée par l'entreprise générale.

10.4 - Etudes d'exécution

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le Maître d'œuvre et remis gratuitement au titulaire.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent être visés par le Contrôleur Technique mentionné au présent C.C.A.P.

10.5 - Installation et organisation du chantier

10.5.1 - Installation de chantier

Conformément à l'article 3.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien des installations de chantier dans les conditions suivantes :

L'installation de chantier sera à la charge du titulaire du lot 01 Désamiantage- Démolition – Gros-œuvre – Etanchéité - Carrelage, le repliement des installations se feront uniquement sur accord de la maîtrise d'ouvrage. Le coût de l'installation de chantier est réputé forfaitaire et couvrira toute la durée de l'opération jusqu'à la réception définitive de la dernière entreprise intervenante. En son absence, le lot ayant à charge la gestion des installations de chantier (base vie, toilette, zone de stockage, mise en sécurité de la zone de travaux, liste non-exhaustive) s'assurera que toutes les entreprises intervenantes puissent accéder à la zone chantier dans les meilleures conditions possibles.

10.5.2 - Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

10.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

10.6.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

10.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

10.6.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au Maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 100,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

10.7 - Réception des travaux

10.7.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux et se déroule simultanément pour tous les lots dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire du lot 6 avise le Pouvoir adjudicateur et le Maître d'œuvre de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le Maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception. La décision relative à la réception sera ensuite notifiée au titulaire du lot précité.

10.7.2 - Epreuves concluantes

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges.

11 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Pendant cette période de garantie, le titulaire est tenu de remédier à tous les désordres nouveaux, et de faire en sorte que l'ouvrage demeure conforme à l'état où il était lors de la réception, ou après correction des imperfections constatées à la réception.

Cette garantie, toutefois, ne l'oblige pas aux travaux d'entretiens normaux, ni à la réparation des conséquences d'un abus d'usage ou des dommages causés par des Tiers.

Le titulaire s'engage à remédier aux désordres constatés dans un délai de 15 jours calendaires à dater de la mise en demeure effectuée par lettre recommandée avec AR du Maître d'œuvre.

Passé ce délai, les travaux seront exécutés aux frais et risques de l'entrepreneur défaillant.

Garantie décennale

Le point de départ de la garantie est constitué par la date de réception.

Elle court depuis cette date, pendant dix ans : durée de la présomption de responsabilité qui pèse sur les constructeurs de l'ouvrage pour les dommages :

- qui portent atteinte à la solidité de l'ouvrage,
- qui affectent l'un des éléments constitutifs et rendent l'ouvrage impropre à sa destination,
- qui affectent la solidité des éléments d'équipements d'un bâtiment, que ces éléments font indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert.

Les garanties particulières relatives à l'étanchéité sont valables 10 ans.

12 - Pénalités

12.1 - Pénalités de retard

Les pénalités seront précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'accord-cadre lors de l'établissement des états d'acompte, et sont sans préjudice à l'exercice par le Pouvoir Adjudicateur de tout autre droit, y compris son droit à résiliation ou d'imputation au titulaire du contrat de marché, des coûts induits par sa négligence.

Le paiement des factures ne vaut cependant pas acceptation du décompte des pénalités établi par le Titulaire : le pouvoir adjudicateur conserve la possibilité de procéder à leur recouvrement à tout moment, par l'émission d'un titre de recette.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire fait son affaire avec ses cotraitants de toute question relative à la répartition éventuelle des pénalités entre eux. Le titulaire du marché en fait de même avec ses sous-traitants.

Aussi, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 300,00 €.

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

12.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

12.3 - Autres pénalités spécifiques

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 300,00 € par absence. En cas d'absence justifiée, le titulaire prévient le Maître d'œuvre et le Chargé d'opérations du GHAT 48h avant la réunion.

Pénalités	Occurrence	Valeurs HT	Précisions
-----------	------------	------------	------------

Non-remise de l'attestation d'assurance	Journalière	150,00 €	En cas de non-remise d'attestations d'assurances à la signature de l'ordre de service de démarrage des travaux, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 150,00 € par jour de retard.
Défaut de sous-traitance	Journalière	150,00 €	En cas de sous-traitance irrégulière, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 150,00 € par jour jusqu'à complète régularisation. À défaut de pénalité financière, le titulaire encourt la résiliation du marché par le Pouvoir adjudicateur.
Retard dans le délai contractuel d'exécution	Journalière	300,00 €	Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 300,00 €.
Refus de transmission des renseignements propres aux clauses d'insertion	Journalière	100,00 €	En cas de refus de transmission de tout document relatif aux engagements d'insertion, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 100,00 € par jour de retard.
Non-respect des obligations relatives aux clauses d'insertion	Horaire	60,00 €	En cas d'heure non réalisée dans le cadre du marché, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 60,00 € par heure non effectuée.
Non-respect des obligations relatives aux clauses environnementales	Forfaitaire	150,00 €	En cas de non-respect des engagements à caractère environnemental, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 150,00 € par constat.
Absence aux réunions de chantier	Forfaitaire	300,00 €	En cas d'absence aux réunions de chantier, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 300,00 € par absence constatée.
Retard aux réunions de chantier	Forfaitaire	150€	En cas d'absence aux réunions de chantier, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 150,00 € par retard de 15 mn constaté.
Infractions aux prescriptions de chantier	Forfaitaire	200,00 €	En cas d'infraction aux prescriptions de chantier, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 200,00 € par infraction constatée.
Non-conformité de la signalisation	Forfaitaire	100,00 €	En cas de constat de non-conformité de la signalisation, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 100,00 € par non-conformité.

Retard dans le repliement des installations de chantier	Journalière	100,00 €	En cas de retard dans le repliement des installations de chantier, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 100,00 € par jour de retard.
Retard dans la remise en état de propreté du chantier	Journalière	300,00 €	En cas de retard dans la remise en état de propreté du chantier à l'issue des travaux, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 300,00 € HT par jour de retard.
Retard dans les délais de remise des documents (en cours d'exécution)	Journalière	100,00 €	En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir et demandés par le Maître d'œuvre dans son compte-rendu de chantier, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 100,00 € par document manquant et par jour de retard.
Non production du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)	Journalière	150,00 €	En cas de retard dans la remise du Dossier des Ouvrages Exécutés, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 150,00 € par jour de retard.
Retard dans l'exécution des travaux	Journalière	150,00 €	En cas de retard dans l'exécution des travaux dans le cadre du planning remis dans son offre, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 150,00 € par jour de retard.
Manquement aux engagements du mémoire technique remis par le titulaire	Forfaitaire	150,00 €	En cas de manquement aux engagements du mémoire technique remis par le titulaire dans le cadre de son offre, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 150,00 € par manquement.
Absence de réponse	Journalière	150,00 €	En cas d'absence de réponse à toutes demandes du Maître d'œuvre dans un délai maximum de 15 jours calendaires qui suit la demande, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 150,00 € par jour de retard.

13 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

14 - Résiliation du contrat

14.1 - Conditions de résiliation

Seules les stipulations du CCAG-Travaux, relatives à la résiliation du marché public sont applicables, à l'exception des suivants :

- En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le Centre Hospitalier d'Arras, le titulaire ne perçoit pas d'indemnité.
- Par application de la loi n°2020-734 du 17/06/2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'UE, et par dérogation à l'article L. 2195-4 du Code de la Commande Publique, il ne pourra pas être procédé à la résiliation unilatérale du marché au motif que le titulaire est admis à une procédure de redressement judiciaire, si cette admission intervient avant le 10/07/2021.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le marché public sera résilié aux torts du titulaire.

En cas de sous-traitance irrégulière, le contrat peut être résilié aux torts du titulaire par décision unilatérale du pouvoir adjudicateur en application de l'article 12.3 du présent C.C.A.P.

Le titulaire s'engage à remédier aux désordres constatés dans un délai de 30 jours calendaires à dater de la mise en demeure effectuée par lettre recommandée avec AR du Maître d'œuvre. Passé ce délai, les travaux seront exécutés aux frais et risques du titulaire

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Conformément à l'article L.2141-12 du Code de la commande publique, le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur de la survenance d'un jugement de redressement ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

15 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Lille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

16 - Clauses complémentaires

CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur de tout changement survenant au cours du marché, affectant :

- La/les personne(s) ayant pouvoir à engager la société ;
- La forme juridique de la société ;
- La raison sociale et l'adresse du siège ;
- Le capital social ;
- La domiciliation des paiements ;
- Toutes modifications importantes concernant le fonctionnement de la société.

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, l'avenant de transfert est subordonné à la réception immédiate par le pouvoir adjudicateur des documents suivants :

- Les personnes ayant pouvoir à engager la société ;
- La forme juridique de la société ;
- La raison sociale et l'adresse du siège ;
- Le capital social ;
- La domiciliation des paiements ;
- Toutes les modifications importantes du fonctionnement de la société.

À défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché en application des articles L.6 5°, L.2195-1 à R.2195-6 du Code de la commande publique.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R2143-8 du Code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au Pouvoir Adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le Pouvoir Adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou

raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

Détachement des salariés étrangers

Conformément aux articles D8222 ou D8222-7 et D8254-2 du code du travail, le titulaire du marché devra fournir, tous les 6 mois jusqu'à la fin d'exécution du marché, une déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé (selon imprimé DC6) rubrique A1 et A2 ainsi que la liste nominative des salariés étrangers employés par la société et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L5221-2 du code du travail.

Conformément à la loi du 10 juillet 2014 visant à lutter contre la concurrence sociale déloyale, les employeurs établis à l'étranger (titulaire ou sous-traitants), qui détachent des salariés en France, doivent fournir au Maître d'Ouvrage, avant le début d'exécution des prestations et avant le début de chaque détachement, une copie de la déclaration de détachement conformément aux dispositions des articles R 1263-3-1, R 1263-4-1 et R 1263-6-1 du code du travail ainsi qu'une copie du document désignant leur représentant en France mentionné à l'article R 1263-2-2 du code du travail.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire, et après mise en demeure notifiée par écrit restée infructueuse dans un délai de 15 jours, le Pouvoir Adjudicateur établira un Ordre de service d'arrêt. A la suite de cet Ordre de service d'arrêt, le titulaire du marché disposera à nouveau d'un délai de 15 jours pour fournir l'ensemble desdits documents, à défaut, le marché sera résilié au tort du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

17 - Dérogations

Les dérogations au CCAG-Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après au CCAP sont apportées aux articles suivants :

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Travaux
- L'article 3.1 du CCAP déroge aux articles 3.8 et suivants du CCAG - Travaux
- L'article 10.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 20.4 du CCAG – Travaux
- L'article 14.1 déroge à l'article 46